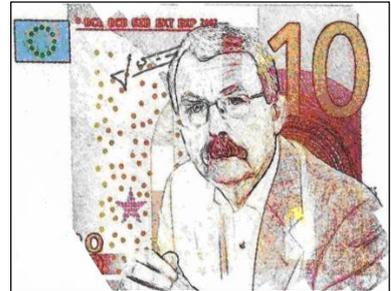


Un Allemand contre l'euro

André Orléan et Jean-Michel Robinet, *L'Obs*, n°2608, 30 Octobre 2014

Figure antilibérale outre-Rhin, Wolfgang Streeck revient avec un nouveau livre, *Du temps acheté*, analyse de la crise du capitalisme démocratique.

Il faut se réjouir de voir paraître la traduction de *Du temps acheté*, qui rend enfin accessible au public français l'œuvre de Wolfgang Streeck. Non seulement en raison de la réputation internationale de ce sociologue de l'économie, mais également parce que c'est pour nous l'occasion, trop rare, de découvrir la scène intellectuelle allemande et ses débats. *Du temps acheté* se trouve, en effet, au cœur d'une vive controverse qui a opposé outre-Rhin le philosophe Jürgen Habermas à Wolfgang Streeck à propos de l'euro, et c'est avec un grand intérêt qu'on pourra lire ici, en guise de postface, la réponse argumentée de ce dernier.



La force de ce débat tient au fait qu'il met face à face deux penseurs qui, bien que partageant un même constat critique quant aux effets destructeurs du néolibéralisme, divergent d'une manière radicale quant à la voie à suivre pour rétablir un Etat social fort. La position d'Habermas est bien connue. Elle prend acte de l'irréversibilité de la mondialisation pour faire valoir que les fonctions jadis remplies par l'Etat national doivent désormais être transférées à des unités politiques qui soient à la hauteur de l'économie mondialisée, ce qui le conduit à défendre le projet d'une union politique européenne construite sur la base de l'Union monétaire. Streeck lui oppose un simple constat factuel : l'Union monétaire, loin d'avoir uni les peuples européens, les a dressés les uns contre les autres comme jamais depuis bien longtemps.

Selon Streeck, cela n'a rien d'un accident C'est là une conséquence prévisible du fait que l'euro, « *expérience irréfléchie* », impose un ordre uniforme à des pays aux structures sociales et économiques par trop diverses. En privant les nations de la possibilité de dévaluer, l'euro contraint les pays souffrant d'un déficit de compétitivité à ce qu'on nomme aujourd'hui des « *dévaluations internes* », à savoir une réduction généralisée des salaires, des retraites, et des dépenses publiques. Or, comme nous l'a appris l'entre-deux-guerres, de telles politiques déflationnistes, par leur brutalité, provoquent des réactions de rejet de la part des peuples concernés. Dans un tel contexte, Streeck ne voit pas comment pourrait se constituer la volonté politique commune européenne et démocratique tant souhaitée par Habermas. « *Même en faisant preuve de la meilleure volonté du monde, je n'aperçois ni la théorie ni l'expérience historique où puiser l'optimisme nécessaire* », écrit-il.

Pire encore, Streeck fait valoir qu'il est dans la nature même des corps politiques fédéralistes, du fait de leur hétérogénéité intrinsèque, d'être peu disposés aux politiques redistributives de grande ampleur. En effet, note-t-il, de telles politiques exigent, pour être acceptées par le corps social, que les citoyens se sentent unis par de puissantes solidarités, afin que des transferts unilatéraux de richesse en faveur de tels ou tels intérêts ne rencontrent pas immédiatement l'opposition irréductible d'intérêts contraires. Dès lors que le politique ne peut plus prendre appui sur des valeurs communes, il est conduit à abandonner la « justice sociale » pour s'en remettre à la seule justice des marchés. Ce diagnostic avancé par Hayek dès 1939 à l'endroit des fédérations interétatiques s'applique parfaitement à la construction européenne, dont on observe qu'elle pousse inexorablement à la « *mort du modèle social européen* », pour reprendre le constat de Mario Draghi.

Cette « *hayékisation du capitalisme européen* » n'est, pour Streeck, que le dernier stade d'un processus historique qu'il nomme « *crise du capitalisme démocratique* », par quoi il désigne la crise des institutions mises en place après 1945. Cette crise qui débute dans les années 1970 est l'objet d'une analyse minutieuse distingue trois phases, d'abord l'inflation, puis l'endettement public, enfin l'endettement privé. La crise financière de 2008 marque la fin de ces adaptations provisoires et l'entrée dans ce que Streeck nomme « *l'Etat de consolidation* ». Il conclut en soulignant que les institutions démocratiques nationales demeurent, plus que l'Union européenne, l'outil le plus efficace permettant « *sinon de stopper, du moins de ralentir l'avancée du Léviathan supranational* ».